

Etudes internationales: le nouveau visage

Un nouveau baccalauréat universitaire, deux instituts prestigieux qui fusionnent, un réseau d'études qui se met en place: les études internationales se réorganisent à tous les niveaux. Petite présentation

L'offre que propose Genève en matière d'études internationales a subi ces derniers mois de nombreux remaniements. Le plus médiatique a été l'annonce ce printemps de la fusion de l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) avec l'Institut universitaire d'étude du développement (IUED). Moins bruyante a été la mise en place d'un réseau de coopération étroite entre la future institution qui naîtra en 2008 de ce rapprochement (l'IHEID pour Institut de hautes études internationales et du développement) et l'Université de Genève. Cette structure, qui aura sa propre administration, est capitale dans la constitution du pôle d'excellence dont souhaitent se doter les autorités académiques et politiques de la ville du bout du lac. A cette évolution de la formation postgrade, il convient d'ajouter celle qui touche le 1^{er} cycle, à savoir le nouveau baccalauréat universitaire en relations internationales (BARI). Celui-ci a en effet été lancé en 2005 en remplacement de l'ancienne filière aboutissant à une licence.

Premier cycle à l'Uni

La licence en relations internationales proposait jusqu'en 2004 un cursus partagé entre l'Université (les deux premières années) et HEI (les deux dernières). La décision prise par HEI de renoncer à la première partie de la formation de base (baccalauréat) a motivé l'Université à concevoir sa propre filière, dont elle assumerait l'enseignement de bout en bout et qui déboucherait après trois ans sur un baccalauréat universitaire. C'est chose faite depuis la rentrée 2005 avec le BARI, porté par les Facultés





e d'un pôle

de droit, des sciences économiques et sociales (SES) et de lettres. Cette formation du 1^{er} cycle ne fait pas officiellement partie du «Pôle d'excellence en études internationales» de Genève. Il s'agit plu-

tôt d'une forme d'entrée en matière de trois ans (au lieu de quatre à l'époque de la licence). «L'Université a repris entièrement à son compte une filière qui connaît depuis longtemps un grand succès, précise Robert Roth, doyen de la Faculté de droit. De très nombreuses personnalités suisses et étrangères l'ont en effet suivie par le passé, dont la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey, pour n'en citer qu'une.»

Le BARI accueille actuellement sa deuxième volée tout en effectuant quelques corrections après une première année de rodage. «Ce baccalauréat n'est évidemment pas la seule porte d'entrée aux études internationales supérieures, précise Robert Roth. Comme avant, de nombreuses autres formations plus généralistes (en droit, SES, lettres, etc.) permettent de poursuivre dans cette voie. Le BARI est une entrée en matière plus spécifique que les autres.»

Le changement sera plus important en ce qui concerne le deuxième cycle. Dès le 1^{er} janvier 2008, à la place de l'IUED, étiqueté comme altermondialiste et par-

ticipatif, et de HEI, estampillé libéral et élitiste, les étudiants n'auront que le choix du seul IHEID. La presse a abondamment évoqué ce «mariage de raison», cette «fusion contre nature»... La vérité n'est pas si sombre, estime Robert Roth. «Il est vrai que les visions du monde des deux instituts peuvent diverger sur un certain nombre de points, explique le professeur, qui a participé au processus de rapprochement. Réunir et mélanger ces deux cultures représente un défi passionnant. Et nécessaire. Cela dit, il est indéniable que les chercheurs des deux bords sont issus du même milieu académique. Tous ont la même exigence de rigueur scientifique dans leur travail. Au fond, ils se ressemblent davantage qu'ils ne se différencient.»

Dès 2008, le futur IHEID disposera d'un collège unique de professeurs dont l'effectif devrait s'étoffer. D'une quarantaine

fique ou généraliste en études internationales, précise Robert Roth. La première se déroule à l'IHEID. Les étudiants sont sélectionnés à l'entrée, mais ils recevront un enseignement des plus pointus. La seconde est assurée à l'Université où la dimension internationale s'intègre dans des formations à objet plus large comme le droit ou les sciences politiques. Et l'entrée n'est soumise à aucune limitation.»

Coopération renforcée

Pour compléter le tableau, le World Economic Forum, dont le siège est à Cologny, a lancé en 2005 sa propre formation en relations internationales. Il s'agit d'un programme totalement privé de trois ans qui débouche sur un master (un terme qui n'est pas protégé, à l'instar de celui d'université). Cette concurrence venue d'un acteur pourtant prestigieux ne semble gêner personne, ni à l'université ni au sein du futur IHEID.

Université et IHEID vont d'ailleurs renforcer leur coopération grâce à la mise en place d'un Réseau d'études internationales, deuxième pilier du Pôle d'excellence. Doté d'une direction autonome, ce

«Réunir et mélanger ces deux cultures représente un défi passionnant»

actuellement, il devrait se monter à «50 ou 60 professeurs dans les cinq à dix ans», note Philippe Burrin, futur directeur de l'IHEID, dans le quotidien *Le Temps* du 3 juin 2006. L'Institut continuera à proposer trois maîtrises universitaires – il s'agit en fait des deux filières actuelles de HEI et celle de l'IUED. En principe, pour les étudiants du 2^e cycle, l'offre devrait rester inchangée. En tout cas dans les grandes lignes.

Mais l'IHEID n'aura pas le monopole des études internationales. L'Université dispose elle aussi de quelques cordes à son arc. Elle offre au sein de nombreuses filières, que ce soit en Faculté de droit, en lettres ou en SES, des enseignements en études internationales. «Résultat, on peut, à Genève, choisir entre une formation spéci-

réseau devrait reprendre les activités du RUIG (Réseau universitaire international de Genève). Ce dernier, qui doit disparaître le 1^{er} janvier 2008, soutient financièrement depuis 1999 des projets de recherche conjoints au monde académique genevois et aux institutions internationales, si nombreuses à Genève. L'autre objectif du futur réseau est de développer de nouveaux programmes communs d'enseignement et de recherche postdoctorale, sur les modèles déjà existants du Programme interdisciplinaire en action humanitaire et de la formation post-grade en droit international humanitaire. ■

Anton Vos